

## Interview d'Egon Bahr: la réaction des Alliés face à la nouvelle «Ostpolitik» (Metz, le 10 juin 2006)

**Source:** Interview d'Egon Bahr / EGON BAHR, François Klein, prise de vue : François Fabert.- Metz: CVCE [Prod.], 10.06.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:07:02, Couleur, Son original).

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_egon\\_bahr\\_la\\_reaction\\_des\\_allies\\_face\\_a\\_la\\_nouvelle\\_ostpolitik\\_metz\\_le\\_10\\_juin\\_2006-fr-30a83114-9ff0-47e5-96c9-fb53d3d3c55e.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_d_egon_bahr_la_reaction_des_allies_face_a_la_nouvelle_ostpolitik_metz_le_10_juin_2006-fr-30a83114-9ff0-47e5-96c9-fb53d3d3c55e.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Interview d'Egon Bahr: la réaction des Alliés face à la nouvelle «Ostpolitik» (Metz, le 10 juin 2006)

[François Klein] Comment ont réagi les Alliés occidentaux de la RFA à cette politique?

[Egon Bahr] Les réactions ont été très diverses. J'ai commencé par exposer cette politique à Henry Kissinger, qui était le conseiller du président Nixon pour les questions de sécurité, à Washington. Je lui ai présenté nos arguments, et il était très méfiant. Il était... ça se comprend: si les Allemands commençaient à bouger, reparlaient aux Russes, etc., c'était... enfin, bref. Je lui ai alors dit que je n'étais pas venu à Washington pour le consulter, mais pour l'informer. Nous savions ce que nous voulions et nous allions le faire! En contact étroit, et en plein accord! Je suis, aujourd'hui encore, très reconnaissant aux Américains de nous avoir laissés faire. Ils auraient pu nous en empêcher. Nous ne l'aurions pas fait contre leur avis, nous ne l'aurions d'ailleurs pas pu. Je ne peux m'expliquer cela qu'en pensant qu'ils se sont dit: «Il n'y a aucun risque. Nous avons le pouvoir, et les Russes le savent. Laissons donc faire ces doux dingues, laissons-les essayer d'amener l'Union soviétique à "renoncer à la violence"». Ils ont eux aussi accepté de renoncer de recourir à la violence, les Américains, mais vous pouvez voir, aujourd'hui encore, comment la situation a évolué par la suite... J'ai demandé il y a quelques mois de cela à une ancienne collègue du *State Department* si son gouvernement accepterait encore de conclure un tel accord, sur le renoncement à la violence. Elle a bien ri. Elle trouvait la plaisanterie excellente. C'était une autre époque. Puis, les Américains ont bien dû constater que cela avait fonctionné. Un an plus tard, Kissinger me disait qu'il ne lui était encore jamais arrivé qu'un gouvernement annonce ce qu'il voulait, le fasse et que ça marche! Il en a résulté une relation très étroite entre Bonn et Washington, une relation étroite comme il n'y en a plus jamais eu par la suite. Et nous avons développé un *backchannel*. Il m'avait expliqué qu'il disposait d'un *backchannel* avec Moscou.

Je ne l'ai informé que plus tard, parce que ce n'était pas encore le cas, lorsque je me suis rendu aux États-Unis en octobre 1969, que nous avions nous aussi établi un *backchannel* avec Moscou, à savoir une liaison officielle, mais secrète. Et je suis convaincu que cela existe aujourd'hui encore, du moins entre certaines capitales, parce qu'il s'agit d'un instrument extrêmement utile pour gagner la confiance de son interlocuteur. On peut, par un tel canal, parler à cœur ouvert, sans s'embarrasser de questions de prestige, de ce que l'on peut faire ou non, et de ce que l'on voudrait. Et personne ne peut en extraire une phrase, ou un motif pour tromper l'autre. Ça marcherait une fois, mais pas deux. Schmidt a maintenu le *backchannel* de Brandt, et quand Kohl est devenu chancelier, je lui ai proposé ce *backchannel*. Après un bref instant de réflexion, il m'a dit: «D'accord, faisons cela. On ne peut pas savoir ce qui pourrait encore se passer.» En d'autres termes, ce contact direct entre Bonn et Moscou a été maintenu.

Concernant Paris et Londres, la méfiance et le malaise étaient aussi perceptibles, mais quelque peu différents, en ce sens qu'ils pouvaient se dire: «Cela ne peut déboucher sur rien de bien grave; les Américains les auraient empêchés.» Je ne sais pas si qui que ce soit a vraiment pensé à Rapallo, parce que les deux situations n'étaient absolument pas comparables, ça aurait été ridicule. Tant Londres que Paris ont soutenu ces efforts visant à atténuer des situations humaines difficiles, à savoir des échanges de visites et le développement de visites dans les deux sens, même si celles-ci avaient davantage lieu de l'Est vers l'Ouest que l'inverse.

À Paris, la situation était un peu... disons... ambivalente, pour le dire de façon modérée. En effet, d'un côté, la France avait une obligation envers l'unité allemande. D'un autre côté, tant Pompidou que Mitterrand nous ont demandé: «Mais c'est quand même bien l'unité de l'Allemagne que vous voulez!?» Bien sûr, quoi d'autre? C'est de Gaulle qui a forgé le concept de l'Europe des patries. Et alors? La République fédérale n'était quand même pas la patrie des Allemands! C'était donc, si vous voulez, un droit naturel que de restaurer l'unité du pays. Mais il était très difficile pour les Français, même s'ils étaient bienveillants par principe et semblaient être rompus aux affaires, de comprendre les relations entre ces deux frères ennemis. Pourtant, lorsque, plus tard, les choses se sont envenimées entre Washington et Moscou, et que la Guerre froide a redoublé d'intensité, les deux frères ennemis partageaient le même intérêt à ne pas devenir le champ de bataille d'une guerre atomique.